

Le jour de vérité pour l'Écosse

Près de quatre millions d'Écossais sont appelés à se prononcer, ce jeudi, sur l'indépendance de leur nation.

Les derniers sondages donnent le "non" légèrement gagnant.

Dans tous les cas, le scrutin changera en profondeur la face du Royaume-Uni: la victoire du "oui" se traduirait par une indépendance pleine et entière, celle du "non" par une autonomie accrue.

Le monde du football ne sait sur quel pied danser

Reportage Olivier le Bussy
Envoyé spécial à Glasgow

Le stade monumental d'Ibrox Park se vide peu à peu après la courte victoire des Glasgow Rangers contre Inverness en Coupe de la Ligue, mardi soir. Le trottoir est jonché de prospectus "No Thanks". En revanche, aucun papier "Yes" n'est en vue. Ne pas en déduire que les fans des Rangers les ont précieusement conservés.

Rétrogradés au bas de l'échelle du football écossais pour cause de faillite il y a deux ans, les Glasgow Rangers n'évoluent toujours qu'en deuxième division. Mais Danny continue de suivre son équipe, même s'il vit à Leeds, en Angleterre. Pour rentabiliser son périple de 355 kilomètres, il a profité de la journée à Glasgow, en famille, avant le match. "J'ai croisé énormément de gens qui agitaient des drapeaux 'Yes' dans le centre-ville. Par contre, je n'en ai pas vu un seul flotter ce soir au stade", explique-t-il.

Équipe de la communauté protestante, le "Rangers Football Club Glasgow", fondé en 1872, a toujours revendiqué sa loyauté à la couronne britannique. Dans les travées d'Ibrox, on brandit l'"Union Jack" plutôt que le drapeau écossais et un portrait de la Reine est accroché dans les vestiaires. Avant le début des matches, la foule

entonne le "God Save the Queen". "Tous les supporters voteront 'non', parce que nous sommes fiers d'être bri-

tanniques", prédit Abdul Sallah, fan "hardcore" des Rangers. La direction du club, pour sa part, s'est gardée de prendre position.

Un choix pas nécessairement lié au football

Du côté du rival ancestral, le "Celtic Glasgow", on s'affiche en revanche plutôt pro-indépendance. Une tendance qui trouve ses racines dans l'histoire des Vert et blanc. Le Celtic a été porté sur les fonts baptismaux par des immigrants catholiques irlandais. Aussi, ses supporters s'identifient-ils aux Républicains de l'île voisine, tout en se déclarant fièrement écossais. Autant dire qu'on ne cultive pas l'anglophilie au "Celtic Park".

Le jour du référendum, l'équipe jouera en Coupe d'Europe en Autriche. Pas de bousculade, donc, aux abords de l'imposant stade, ce mercredi après-midi. On y croise toutefois John McEwen, la soixantaine rebondie. "Une grande majorité des fans du Celtic sont pour l'indépendance",

avance ce président d'un club de supporters. "Mais le club n'a pas de position officielle", ajoute-t-il, comme à regret. "Pire que cela", grogne Stephen: "La direction prétend que cela diviserait les supporters, mais certains de ses membres sont liés au

Labour et font discrètement campagne pour le "non", soutient-il.

Ce qui n'empêchera pas Stephen de voter pour l'indépendance. Tout comme Mike et Lynn McGreevy, venus du comté des "Scottish Borders" pour faire des emplettes à la boutique du club. Des "membres de Westminster" à "l'Angleterre qui extorque l'argent des exportations du whisky écossais", Mike égrène une liste de raisons pour lesquelles le "oui" s'impose. Ajoutant que son choix épouse la culture du club: "Affronter les épreuves et se battre jusqu'au bout".

Kimberley cochera aussi la case "Yes" mais s'empresse de préciser "que c'est un choix qui n'a rien à voir avec le Celtic". La veille, Robert Marshall, propriétaire de la "Louden Tavern", QG des fans des Rangers, tenait un discours similaire. "Je dirais que 90 à 95% des supporters des Rangers voteront 'non'. Mais probablement pas pour les bon-

nes raisons. On ne peut pas baser son choix sur le fait qu'on supporte telle ou telle équipe. Le mien repose sur des raisons économiques, des questions liées à la défense, aux soins de santé. Et parce que je tiens Salmond (le leader nationaliste) pour un menteur”.

Pour Michael Grant, chef du service football au quotidien de Glasgow “The Herald”, les stades ne se sont pas vraiment

transformés en tribunes politiques. “Il y a toujours eu des drapeaux britanniques dans les tribunes d'Ibrox et les supporters du Celtic ont fait plus de bruit à la 18^e minute lors de leur dernier match avant le référendum (qui se tient ce jeudi 18), mais ce n'était pas vraiment très explicite”. De

toute façon, affirme le journaliste, “il y aura des supporters des Rangers qui voteront ‘Yes’ et des fans du Celtic ‘No’. Comment pourrait-il en être autrement alors que c'est du 50/50 dans la population?”

L'Ecosse a déjà son équipe

Michael Grant observe que le monde du football écossais est resté sur son quant-à-soi, dans le débat sur l'indépendance. “Ce n'est pas l'habitude des footballeurs de publier des commentaires politiques sur Twitter”, ironise-t-il. Du côté des “boards” des clubs, “seul le président de ‘Dundee United’ s'est clairement prononcé

pour le ‘oui’. Sans doute parce qu'il sait que sa ville est majoritairement indépendantiste”. Certes, “des anciens du Celtic, comme Steve Archibald, ont fait campagne pour le ‘oui’. Ally McCoist, coach des Rangers, a rejoint une équipe d'anciennes vedettes écossaises sous la bannière ‘Better Together’. Mais parmi eux, il y a une légende du Celtic, McNeill. Au fond, je doute que cela ait une influence sur l'opinion des gens”.

De plus, conclut Michael Grant, “il y a déjà une équipe nationale d'Ecosse qui permet aux supporters d'exprimer leur patriotisme. Si elle n'existait pas, peut-être les choses seraient-elles différentes...”

Alex Salmond, le nationaliste à la sauce sociale-démocrate

Portrait **Jean Jaffré**
Correspondant à Londres

C'est en héros qu'Alex Salmond, le chef des indépendantistes, est accueilli dans les villes et bourgs d'Ecosse. C'est un homme qui accepte de bonne grâce un selfie avec ses admirateurs, qui est disponible pour accorder une interview, même à une petite radio étrangère. Il sait qu'il a une mission, qu'il est porteur d'espérance pour des millions d'Écossais.

S'il se montre avenant, lui et son épouse Moira, de dix-sept ans son aînée, ne laissent pas filtrer grand-chose de leur vie privée. On connaît peu d'amis à ce couple sans enfants. On sait qu'il aime le chant, les courses hippiques et, comme beaucoup d'Écossais, la dégustation d'un plat au curry.

Une tendance sociale-démocrate

Alexander Salmond est né en 1954 à Linlithgow, cité historique dominée par les ruines du château des Stuart. Après des études à l'université de St Andrews, il a travaillé aux services économiques de l'Administration écossaise (“Scottish Office”), puis pour la “Royal Bank of Scotland”. Il jouait déjà un rôle actif au sein du mouvement nationaliste, encore dominé par des Highlanders, portant le traditionnel kilt et fiers de leur nation.

Sous son leadership, à partir de 1990, le SNP a été transformé en parti de centre gauche, de tendance sociale-

démocrate, pro-européen, pour mordre sur l'électorat des travaillistes. Après la première victoire aux élections législatives, qui permet de former un gouvernement minoritaire, Alex Salmond n'aura plus qu'une idée fixe: conduire le pays à l'indépendance.

Ses mesures-phares sont très populaires: le gel des impôts locaux, la gratuité des études supérieures, la prise en charge des frais de séjour dans les institutions pour personnes âgées, la suppression du ticket modérateur, entre autres. Les critiques assurent qu'elles ne seraient pas soutenables, mais elles permettent de se démarquer du programme d'austérité des conservateurs à Londres.

Ses adversaires soulignent toutefois qu'il a refusé de relever à 50% le taux d'imposition des tranches de salaires supérieures et qu'il promet de réduire l'impôt sur les sociétés à 18%. Et sa proximité avec de puissants hommes d'affaires, dont Rupert Murdoch, leur fait redouter la mise en place d'une politique néolibérale plutôt que sociale-démocrate.

**“Réveillez-vous
vendredi matin
au premier jour
d'un pays
meilleur.”**

ALEX SALMOND

Le chef du Parti nationaliste écossais.

Repères

Référendum, mode d'emploi

Environ 4 millions de personnes se rendront aux urnes ce jeudi pour exprimer leur soutien ou leur opposition à la marche du pays vers l'indépendance. Sont concernés les citoyens britanniques; les citoyens des 52 autres membres du Commonwealth; les citoyens des 27 autres pays de l'Union européenne; les membres de la Chambre des Lords et les membres des forces armées britanniques enregistrés sur les listes électorales écossaises. Le vote est ouvert aux jeunes à partir de 16 ans, mais ceux-ci sont inscrits sur des listes spécifiques. Dans tous les cas, prendre part à cette consultation organisée par le Parlement écossais exige de répondre à une condition sine qua non: résider en Ecosse! Une exigence qui exclut de facto un peu plus d'un million d'expatriés écossais – fût-ce chez le voisin anglais... Ce qui fait grincer certaines dents.

Dans les faits, le vote a déjà débuté. Entre le 27 août et le 2 septembre, quelque 680 000 Écossais ont déjà saisi l'opportunité qui leur était offerte de glisser leur bulletin dans l'urne... par voie postale. Le résultat du dépouillement sera connu vendredi, mettant fin à un suspense qui n'a fait que gagner en intensité. **G. T.**

“L'effet domino est possible, mais il ne se produira pas en une fois”

Un succès des indépendantistes pourrait donner des idées à d'autres...

Entretien Gilles Toussaint

Le scénario d'une Ecosse indépendante fait craindre un effet domino en Europe, où d'autres pays sont confrontés à des revendications indépendantistes ou autonomistes. Petit état des lieux en compagnie de Vincent Laborde, chercheur en relations internationales à l'UCL.

Que le “oui” l'emporte ou pas, les indépendantistes écossais n'ont-ils pas d'une certaine manière déjà gagné la partie ?

Je pense en effet que le Scottish National Party (SNP) a déjà gagné. Mais il faut savoir qu'en son sein, c'est un peu comme à la N-VA, il y a les durs et les plus réalistes. Alex Salmond, le dirigeant actuel du

parti, s'inscrit dans la seconde catégorie; pour preuve sa volonté de conserver la monarchie et la livre sterling en cas d'indépendance. Je me demande aussi dans quelle mesure les cadres du SNP ne préféreraient pas une victoire du “non” assez courte plutôt qu'une victoire du “oui”, parce qu'ils ont tout de même promis beaucoup de choses. Ils ont dit qu'ils allaient garder 90 % des réserves pétrolières, qu'ils pourraient conserver la livre et intégrer l'Union européenne rapidement... Or aucun de ces trois points n'est garanti.

En outre, l'Ecosse a déjà énormément de pouvoir aujourd'hui. Si elle obtient ce que lui promet le gouvernement britannique, on peut considérer qu'elle aura atteint le maximum d'autonomie dans le cadre d'un Etat.

Un vote en faveur de l'indépendance pourrait-il entraîner un effet domino en Europe ? Au-delà de la Catalogne, il y a la Padanie en Italie, les Serbes de Bosnie...

L'effet domino est possible, mais il ne se

produira pas en une fois. Si le “oui” l'emporte en Ecosse, ce sera sans doute ensuite au tour de la Catalogne, puis du Pays basque. Mais les choses ne sont pas simples.

La Padanie, ça n'existe pas, c'est une fiction. La Flandre, c'est encore différent car

il est assez clair qu'une grosse majorité de Flamands ne veulent pas l'indépendance. La N-VA est donc dans une autre optique. Elle sait très bien qu'il ne faut pas tenir de référendum car elle a peur de le perdre. C'est la raison pour laquelle elle s'est repliée sur la piste du confédéralisme, l'idée étant que celui-ci soit une étape pour aller vers l'indépendance à plus long terme. Bart De Wever a d'ailleurs déclaré que si, dans 15 ou 20 ans, la Flandre peut être dans la même situation que l'Ecosse aujourd'hui, il serait vraiment très heureux.

Et pour ma part, je suis à peu près persuadé que la Catalogne ne deviendra pas indépendante.

Pour quelles raisons ?

Déjà, on ignore si les Catalans pourront organiser la consultation populaire qu'ils

réclament. Et à les entendre, celle-ci n'aboutirait de toute façon pas automatiquement à une déclaration d'indépendance. Il s'agit plutôt de mesurer la volonté populaire, de faire pression sur Madrid et de tenter d'internationaliser la question.

Tout cela va aussi dépendre de la réaction de l'Union européenne et des

autres Etats membres. Ces pays sont d'ailleurs réticents par peur d'un effet de contagion.

Le discours officiel de l'UE est de dire qu'en cas d'indépendance, l'adhésion n'est pas

gagée. Est-il tenable ?

Du point de vue de la reconnaissance et de l'intégration à l'Union, le cas le plus simple est celui de l'Ecosse. Certaines personnes et les indépendantistes écossais affirment que le pays pourrait demeurer dans l'UE parce qu'il en fait déjà partie via le Royaume-Uni. C'est faux. En vertu du droit international, quand un nouvel Etat apparaît, il ne fait partie d'aucune organisation internationale.

Après, cela dépend aussi de la volonté politique. Les indépendantistes écossais ont d'ailleurs bien anticipé cela puisqu'ils ont déjà dit qu'ils ne réclameraient pas l'indépendance avant environ deux ans après le référendum. Ce qui, en théorie,

leur laisse le temps de négocier pour être acceptés dans l'UE.

Mais il faudra pour cela que le Royaume-Uni, mais aussi l'Espagne et même la Belgique donnent leur feu vert...

Si un accord sur les modalités d'indépendance intervient entre Londres et Edimbourg – et logiquement, ce serait le cas –

il sera politiquement difficile pour ces pays d'assumer un refus. Mais ils peuvent faire traîner les choses quelques années.

Le cas de la Catalogne est complètement différent car il n'existe pas d'accord avec l'Etat central. Or c'est le critère fondamental pour obtenir la reconnaissance d'un nouvel Etat au niveau international.

Faut-il voir dans ce souhait de retrouver la maîtrise de sa politique à une échelle régionale une réponse à l'accroissement du pouvoir de l'UE ?

Non, ces mouvements se conçoivent comme des Etats indépendants dans l'Union européenne, et de préférence dans une Europe fédérale. En fait, le supra-pouvoir qui est visé, ce n'est pas Bruxelles mais plutôt la mondialisation. C'est lié à la crise des Etats-nations, c'est-à-dire que l'Etat a aujourd'hui beaucoup moins de pouvoir. Dans le contexte européen, pour certaines personnes, l'Etat central est devenu un étage intermédiaire qui ne sert à rien, avec la volonté de se replier sur l'étage de la communauté.

Autoriser ce genre de référendum est-il une bonne ou une mauvaise stratégie ?

Du point de vue de l'Etat central, c'est évidemment une question délicate. Mais de manière générale, il faut bien sûr l'autoriser. Quand on regarde ce qui se passe en Catalogne, c'est un peu le vade-mecum de ce qu'il ne faut pas faire. A l'origine, le mouvement catalan n'est pas indépendantiste mais autonomiste. Mais l'attitude inflexible de Madrid (qui refuse la consultation populaire, Ndlr) les a fait basculer. En donnant le sentiment à ces populations qu'elles n'ont pas voix au chapitre, on pousse des autonomistes modérés vers l'indépendantisme pur et dur.

Il faut voir les dégâts que cela fait au niveau de l'Espagne dans son ensemble. Cela crée un climat d'incertitude énorme. Je ne sais pas ce qui va se passer là-bas dans les prochaines semaines ou les prochains mois. Mais à un moment, la violence n'est pas non plus exclue. Il y a une escalade verbale des deux côtés dans un pays où les choses ne se font pas forcément par consensus.